

Émission de radio « L'actualité des luttes » sur Fréquence Paris Plurielle – 17 novembre 2022

Nucléaire : Actualité en France et retour historique sur l'Italie

A. *Bonjour à toutes et à tous ! Aujourd'hui, on est dans les studios de Fréquence Paris Plurielle pour un enregistrement : nous allons parler du nucléaire dans cette émission que nous enregistrons ce 17 octobre. Et pour ce faire, nous avons en studio nos invités, qui sont présents, et nous aurons aussi par téléphone un autre intervenant qui sera du collectif Sortir du nucléaire. Mais pour commencer – et puis salut à toi, Stéphane...*

St. *Bonjour !*

A. *Voilà, donc, nous allons coanimer cette émission avec Stéphane, et aujourd'hui, on va parler de la question du nucléaire, en France mais aussi en Italie. Pour commencer, on va en parler avec nos invités en plateau, qui vont présenter leur collectif.*

N. *Oui, nous sommes trois membres du petit Collectif contre l'ordre atomique, qui intervient sur la région parisienne. Il s'est créé en 2011, juste après Fukushima, avec d'anciens militants antinucléaires qui ont chacun une histoire un peu particulière et qui se sont dit, à l'occasion de la catastrophe de Fukushima, qu'il était temps d'essayer d'être présents y compris en région parisienne, où on est dans une situation, disons, pas très proches de la centrale qui nous concerne le plus, à savoir celle de Nogent-sur-Seine, mais qu'il y avait beaucoup de travail à faire ici, en Ile-de-France.*

En 2017, le CCOA a rejoint le regroupement de collectifs qui s'appelle « Arrêt du nucléaire », un regroupement qui s'est créé avec des militants et des collectifs qui étaient auparavant membres de Sortir du nucléaire et qui ont décidé d'en sortir. Sur le plan des objectifs, la question de l'arrêt du nucléaire immédiat ou dans de très brefs délais était le choix qui caractérisait et caractérise toujours les collectifs adhérents de ce réseau Arrêt du Nucléaire. On ne parle pas de « sortie » parce qu'on sait qu'on ne sort pas du nucléaire, qui nous a laissé en héritage des quantités de déchets et des infrastructures ingérables, mais on peut, et on doit, arrêter les réacteurs, ce qui est, de notre point de vue, la première mesure, la première décision à prendre pour pouvoir réfléchir à comment, effectivement, se débarrasser du nucléaire. Donc il y a Sylvie, Gianni et moi, qui suis Nicole.

A. *Alors la question actuellement que l'on entend, puisqu'on est dans une situation de crise énergétique, et là on nous ressort un peu que le nucléaire est une énergie décarbonée, que, quasiment, c'est presque une énergie renouvelable... Tout ça paraît un petit peu étrange, puisqu'on est quand même dans une situation post-Fukushima, post-Tchernobyl, et là, ces temps-ci on nous parle d'énergie décarbonée [à propos du nucléaire]. Qu'est-ce que ça veut dire, du coup, ce signal qui est envoyé à la population ?*

S. *Alors là, c'est vraiment n'importe quoi déjà à la base, puisqu'on nous parle à la fois d'énergie décarbonée et d'indépendance vis-à-vis du gaz russe, d'accord ? Ça a été le double discours qu'on a entendu. Moi, quand j'ai entendu « problème de gaz » – je suis chauffée au gaz – je me suis dit « Merde ! ils vont couper le gaz. » Rien du tout, ils vont couper l'électricité !*

Je m'excuse, mais la production d'électricité en France, ça n'a rien à voir avec le gaz. Donc si on a des risques de coupures d'électricité cet hiver, et c'est ça qui les fait paniquer pour le moment, ça n'a aucun rapport ni avec une crise énergétique ni avec l'Ukraine, puisque l'électricité en France, elle est d'origine nucléaire. Le gaz, je crois que ça représente 7 % de l'électricité en France, et encore ces dernières années parce qu'on n'utilise le gaz que quand le nucléaire ne marche pas. Et il ne marche de plus en plus pas. En

fait, pourquoi on risque de manquer d'électricité cet hiver ? Pas à cause de la crise énergétique, mais parce que le nucléaire est en panne.

Il y a 56 réacteurs en France, et là-dessus, pour le moment, il y en a 32 à l'arrêt. Et ils ne sont pas à l'arrêt parce qu'EDF s'est dit : « Tiens, si on les mettait à l'arrêt ? ». Ils sont à l'arrêt parce que soit ils sont en panne – ça c'est pour les réacteurs les plus récents, et c'est un problème de fissures dans l'acier (donc ce n'est pas un tout petit problème) qui est dans le circuit primaire, celui où il y a tous les trucs radioactifs ; soit, pour les centrales qu'on veut prolonger... ben une centrale, c'est un peu comme une vieille bagnole : une vieille bagnole, quand tu veux la prolonger, il faut changer des bouts du moteur, il faut changer certaines pièces. Les centrales nucléaires, c'est pareil, sauf que c'est un peu plus que le moteur d'une bagnole et que certaines pièces. Pour que vous réalisiez, pour réparer les pièces en panne de Civaux et Chooz, ils prévoient un an d'arrêt – et s'ils prévoient un an, ce n'est pas pour le plaisir, c'est parce qu'il leur faut une année pour trouver où est la fissure et pour refabriquer la pièce qu'il faut faire pour remplacer. Donc en France, je ne vous dis pas dans le monde, mais en France, la crise énergétique actuelle de cet hiver, c'est que le nucléaire, ça marche pas. Et ça, on ne l'entend quasiment pas à la radio et à la télé.

Ensuite, l'énergie décarbonée. Moi, j'aimerais bien qu'on m'explique comment un combustible qu'on amène du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et du Niger peut être décarboné, déjà pour commencer. Parce que tout l'uranium qui approvisionne la France vient du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et du Niger : ça fait comme un trajet... Il arrive brut en France, comme autrefois. Après, il faut l'enrichir. Ça passe par une dizaine d'usines qui se situent sur l'ensemble du territoire français, avec des trajets en camion qui sillonnent tout le territoire, donc pour l'énergie décarbonée, ça me semble là encore un peu mal parti. La transformation de l'uranium brut en uranium utilisable dans les réacteurs consomme énormément d'électricité, donc déjà comment ils font leurs calculs de « décarboné », j'aimerais bien savoir. Et l'autre chose, c'est que le réchauffement climatique, c'est par effet de serre, OK, mais ce n'est pas seulement par effet de serre, et notre problème, ce n'est pas l'effet de serre, c'est le réchauffement climatique, si j'ai bien compris. Or, baladez-vous près d'un réacteur nucléaire, vous voyez très bien si la centrale fonctionne, parce qu'il y a un panache de vapeur d'eau. La vapeur d'eau, c'est un gaz à effet de serre, il faut quand même le rappeler. Et je vous rappelle aussi que le Rhône, les centrales nucléaires, ça le réchauffe de 2 degrés. Je ne vois pas comment un fleuve qui s'écoule à 2 degrés de plus dans les mers peut ne pas réchauffer les océans, les mers, et donc le climat. Ça ne tient pas debout, en fait.

G. Je voulais juste rappeler que parmi les gaz à effet de serre dont on ne parle pas, il y a par exemple l'hexafluorure de soufre, si je ne m'abuse, qui est 28 000 fois plus puissant comme gaz à effet de serre que le CO₂ dont on nous rebat les oreilles constamment. Et jusqu'à il y a deux ans, EDF ne déclarait même pas tout l'hexafluorure de soufre qui sortait de ses centrales nucléaires, parce qu'ils avaient une exemption de déclaration. Bon, depuis deux ans je crois, ils ont commencé à en tenir compte, mais si on parle de gaz à effet de serre et pas seulement de CO₂, je crois qu'il y a de sérieuses nuances à apporter aux bienfaits de l'atome.

N. Un petit détail qu'on pourrait aussi ajouter, c'est que le nucléaire bouffe des terres agricoles, et pas qu'un peu, en installant des centrales, en installant ses piscines... Et puis l'extractivisme que ça suppose : tout ça est à mettre dans le compte, et ça m'étonnerait effectivement que dans les calculs, tout ça soit pris en compte.

S. Ils ne comptent même pas les déchets, donc je ne vois pas pourquoi ils s'emmerderaient à compter les camions.

A. *Et par rapport au discours qui dit que le nucléaire est une énergie de transition ?*

S. La dernière centrale nucléaire qu'ils ont essayé de construire, c'est l'EPR à Flamanville. Je crois que la décision date du début des années 2000, il y a une vingtaine d'années, et pour le moment, elle n'est pas

finie. Donc comme énergie de transition... Il faut bien comprendre qu'entre la décision et la réalisation, il vaut mieux compter 25 ans. Donc moi, je n'avais pas compris qu'on décarbonait pour à *partir de* dans 25 ans, j'avais cru qu'on essayait de décarboner *pour* dans 25 ans.

Ça c'est le premier truc, et l'EPR2, c'est-à-dire le truc qu'ils veulent relancer, pour le moment, c'est au stade du power point, rien n'est fait...

Je crois que l'Europe s'est engagée pour zéro carbone en 2050 : 23 + 25, on y est, en 2050. Donc le nucléaire n'est sûrement pas une énergie de transition. En plus, c'est une énergie fragile, je vous rappelle que les centrales nucléaires ont besoin d'énormément d'eau pour refroidir. Cet été, EDF a dû demander des dérogations pour augmenter le réchauffement des eaux, et on en était quand même déjà à 28 degrés, à certains endroits. Je ne sais pas si vous imaginez, une rivière à 28 degrés, ce que ça donne...

Comme énergie de transition... ça ne supporte pas quand ça manque d'eau, ça ne supporte pas les inondations – c'est un autre problème par les temps qui courent – et de toute façon ce ne sera pas opérationnel avant vingt, trente ans – si c'est un jour opérationnel, puisque ça ne l'est toujours pas.

N. Oui, mais en fait ce terme d'énergie de transition, il vient d'apparaître : c'est surtout lié à la bataille qui s'est jouée au niveau de la Commission européenne. Parce que, au départ, ce que le lobby nucléaire cherchait à obtenir, c'est le classement du nucléaire dans les énergies renouvelables, ce qui était quand même un peu fort de café... Et il n'a pas tout à fait perdu, pas tout à fait gagné : il y a une espèce de compromis qui a été de dire : c'est une énergie de transition.

S. Comme le gaz. Avec le gaz.

N. Mais ils ont gagné dans le sens que ça va quand même effectivement se traduire par des subventions européennes au nucléaire français.

A. *Tu parlais de l'EPR, il faut rappeler un peu ce que c'est, l'EPR, c'est des mini-centrales nucléaires...*

S. Pas mini, non, les mini ce sont les SMR. Ce sont de *grosses* centrales nucléaires. Alors, « EPR », c'est parce que ce sont des centrales nucléaires à eau pressurisée – comme nos PWR [*pressurized water reactor*] –, mais il y a une technologie un tout petit peu différente des PWR... et je ne me rappelle plus quelle est la différence. Mais par contre, ça ne marche pas, visiblement, ça c'est la différence. Pour le moment, le seul endroit où ça a commencé à produire des kilowattheures, c'est en Chine, dans les deux réacteurs EPR qui se sont construits en Chine. Et justement, ils ont dû les arrêter parce qu'il y avait des problèmes.

A. *Et puis on a l'exemple quand même de Flamanville...*

St. *... Flamanville qui est prévu pour le second trimestre de l'année prochaine, normalement, c'est censé arriver en 2023. Mais il y aurait un problème, une anomalie par rapport à la cuve.*

S. Alors, elle n'est pas très nouvelle, cette casserole, je crois qu'elle date déjà de l'année dernière, ou un truc comme ça, et il y a eu des problèmes de soudure aussi. Et puis je vous rappelle que Flamanville, officiellement, je ne sais plus trop quand ça devait démarrer, mais ça devait être 2017 ou 2018, au départ. A part ça, ils ont aussi un autre léger problème, c'est que l'acier sur lequel ils ont des problèmes de fissures dans les PWR, c'est con, c'est le même acier qui est prévu dans l'EPR. Donc ça, c'est le futur problème de l'EPR, avant qu'il ne démarre. Pour le moment, ils n'en parlent pas, mais ils ont un problème avec l'Inconel 600 et dans l'EPR c'est aussi de l'Inconel 600.

N. Pourtant l'Autorité de sûreté nucléaire a accepté la cuve de l'EPR en mettant je ne sais quelle restriction. Le problème, c'est qu'effectivement ces problèmes ne sont pas du tout résolus, mais, parce qu'il faut que ça construise, parce qu'il faut que ça aille de l'avant, on bricole, quoi... Et c'est quand même juste un peu inquiétant pour un outil qui de toute évidence n'est pas du tout maîtrisé techniquement...

A. *Et...*

N. Pardon, tu parlais de 2023 mais Flamanville au départ était prévue pour cinq années de construction ; si c'est fait en 2023, ça fera 18 années... C'est évident qu'il y a un énorme fiasco technique autour de tout ça, sans parler du coût financier qui est absolument hallucinant. Il était chiffré à 3,3 milliards d'euros, on en est en 2021 à 19,1 milliards.

G. D'après la Cour des comptes...

A. *Alors, c'est quand même assez croquignolet, parce que ce serait une entreprise lambda, il y a longtemps qu'elle aurait fermé, qu'elle aurait mis la clé sous la porte. Mais là, le nucléaire, qui est quand même en France l'Etat dans l'Etat, on peut y aller, on peut dépenser à tout-va, on a l'impression que c'est presque Las Vegas... c'est le casino quoi.*

S. En fait, ce qu'il faut bien comprendre sur le nucléaire en France, c'est que c'est effectivement le jackpot. Ce que je veux dire, c'est que ces 19 milliards, c'est nous qui allons les payer sur nos factures, mais ils ne sont pas perdus pour tout le monde : ils sont tombés dans la poche de gros groupes du bâtiment, de gros groupes de la métallurgie, de grands groupes d'électronique, de grands groupes d'ingénierie... C'est-à-dire que c'est une vraie manne pour un ensemble d'industries françaises. C'est en quelque sorte une subvention à l'industrie.

Parce que quand ça passe de 3 milliards à 19 milliards, les 16 milliards, ils ne sont pas tombés par terre, ils sont tombés dans des poches, bien précises – que je ne suis pas en mesure de vous indiquer, et on a beaucoup de mal à trouver. Mais une des raisons pour lesquelles la France s'accroche au nucléaire, c'est qu'elle a structuré le développement de beaucoup de ses grands groupes industriels autour de l'industrie nucléaire. Parce que l'industrie nucléaire, c'est du nucléaire évidemment, mais aussi du béton. Une centrale, c'est des kilomètres et des kilomètres de tuyaux, et puis pas dans n'importe quel acier, des aciers bien spéciaux ; c'est des centaines de milliers de soudures, c'est de l'électronique partout, des sondes non destructives, des câblages, etc. Donc c'est un énorme marché pour l'industrie, que nous payons...

A. *Notre interlocuteur par téléphone vient de nous rejoindre, peux-tu te présenter s'il te plaît ?*

M. Martial Château. Je suis un ancien administrateur du Réseau Sortir du nucléaire, et j'étais prof de physique, donc j'ai quelques connaissances techniques qui peuvent aider... Et puis je suis aussi membre du Collectif antinucléaire Ouest, qui a lancé une tribune qui s'intitule « La relance du nucléaire, surtout pas ! ».

A. *Est-ce que tu peux nous entretenir par rapport à la Commission nationale du débat public qui va avoir lieu ?*

M. Je peux en dire deux mots : ça a lieu je crois du 27 octobre au 27 février 2023, et le premier débat est à Dieppe, si j'ai bonne mémoire, avec comme thème « Pourquoi le débat ». Donc je trouve que déjà, comme débat, parler de pourquoi le débat c'est sans grand intérêt puisque normalement c'est un débat pour parler du nucléaire et de la relance de nouveaux réacteurs. Et de toute façon, ces débats publics se positionneront par rapport à la construction du réacteur de Penly, alors que au niveau national il n'y a pas eu les débats nationaux sur la loi de programmation pluriannuelle de l'énergie. Donc on inverse un peu l'ordre des choses : avant de parler de la construction de nouveaux réacteurs, on devrait d'abord parler de la politique énergétique nationale, quels sont les choix qui sont faits, etc. Donc je pense que c'est un peu quelque chose de pipé, c'est-à-dire qu'on a déjà préparé la construction et mis en place plus ou moins toute la stratégie de construction de nouveaux réacteurs et on amuse la galerie par un débat, un pseudo-débat.

St. Les choses finalement ont déjà été décidées, il y aura une nouvelle filière nucléaire, et le président de la République, Macron, a déjà pris ses dispositions. Il y a d'ailleurs une loi qui va être présentée pour accélérer la construction des nouveaux réacteurs nucléaires.

M. Oui, c'est une décision politique qui a été prise, qui ne prend... enfin, c'est un peu : le président claque des doigts et il décide qu'on va construire de nouveaux réacteurs, sans tenir compte, je dirais, des réalités. A la fois les réalités techniques, les réalités financières, les réalités temporelles. Parce que prétendre lutter contre la crise climatique par le nucléaire, sachant qu'un réacteur, on met quinze ans au minimum pour le construire, la réponse est beaucoup trop tardive. Donc sur tous les plans, je dirais... l'aspect technique, on n'a pas les moyens techniques ni financiers de construire de nouveaux réacteurs, mais le président a décidé qu'il fallait le faire, on ne sait pas trop comment. Voilà, c'est yaka-fokon. Et puis on oublie l'essentiel, c'est-à-dire que le nucléaire c'est risqué. Il y a eu les accidents de Tchernobyl, Fukushima et d'autres moins graves en France, Saint-Laurent-des-Eaux, le risque du Blayais, et ça n'empêche rien, on s'assoit dessus, on nous impose 60 ans de risques.

S. Et même pire que ça : quand on entend Elisabeth Borne dire qu'il faut raccourcir les arrêts de réacteurs et se dépêcher pour la maintenance, ça fait froid dans le dos ! C'est un peu comme quelqu'un qui dans un garage dirait : « Bon, ben ne vérifiez pas les freins, on n'a pas le temps. »

M. Comment dire ? L'idée de raccourcir les délais... moi j'aurais tendance à dire que c'est pour répondre à l'urgence qu'ils font ça, mais dans la pratique, je ne suis pas sûr qu'ils arriveront vraiment à raccourcir les délais, parce que c'est plus complexe que ça... Mais c'est vrai qu'il y a un risque de squeezer certaines tâches qui tiennent à la sûreté et, bon, c'est surtout vrai pour la maintenance des réacteurs existants. La pression qui est faite pour les remettre en service pour l'hiver pour qu'il n'y ait pas de coupures d'électricité, etc., est inquiétante de ce point de vue-là.

Quant à la construction de nouveaux, je ne suis pas sûr qu'on puisse aller vraiment plus vite, et je pense qu'aller plus vite, c'est aussi prendre les risques de malfaçons supplémentaires, comme on l'a vu à Flamanville, donc ça peut être contreproductif même de leur point de vue, de leur intérêt.

A. Il y a quelques jours, je suis tombé sur un documentaire, des députés s'exprimaient, disant, en gros, qu'en France on n'a plus l'excellence pour construire, il manque du savoir et tout ça... Comment peut-on analyser ce genre de propos ?

M. Moi j'étais enseignant dans l'enseignement technologique, et ce qu'il faut savoir, c'est que sous Sarkozy, il y a eu la volonté de réduire les personnels de l'Education nationale et on a beaucoup tapé sur l'enseignement technologique, parce que l'enseignement technologique, c'était beaucoup d'heures de cours, de travaux pratiques... donc c'est là qu'on a pu gagner le plus de postes. Résultat, ça fait une dizaine d'années qu'on ne forme plus vraiment de techniciens. Ça a forcément des conséquences à moyen terme. On est arrivé au point où on n'a même plus de soudeurs pour réparer les réacteurs actuels : on a fait appel à des soudeurs américains. On a une désindustrialisation, on a arrêté de former les gens, et maintenant... C'est un peu comme pour les médecins : on a instauré le numerus clausus, qui a fait en sorte qu'on n'a pas formé assez de médecins, et ce n'est pas en claquant des doigts qu'on les forme. C'est dans tous les métiers la même chose.

S. Il faut rajouter aussi le système de sous-traitance qu'EDF a énormément développé. Ce ne sont quasiment plus des agents EDF, des techniciens EDF, qui interviennent dans la maintenance, ce sont des sociétés de sous-traitance. Et pire, c'est de la sous-traitance en cascade. Donc le dernier qui intervient, il n'a quasiment pas de formation sur la question nucléaire. Sauf qu'ils interviennent souvent la peur au ventre, parce qu'ils savent quand même que le nucléaire c'est dangereux, ce qui fait qu'il y a aussi du travail bâclé – et à leur place je bâclerais aussi, parce que ne pas bâcler, ça veut dire rester plus longtemps en zone radioactive. Donc il y a une perte de savoir-faire, pour les raisons qu'il a dites, mais aussi parce que les techniciens « en direct », on va dire, interviennent de moins en moins : ce sont des sous-traitants,

et des sous-traitants de sous-traitants, et des sous-traitants de sous-traitants de sous-traitants. Et moi j'ai eu, peu dans ma vie mais de temps en temps, des témoignages de gens qui faisaient ce boulot-là, ça fait froid dans le dos...

M. C'est vrai qu'il y a aussi un turn-over important, parce que, comme tu viens de le dire, le fait qu'il y ait des risques, que les gens sont conscients des risques, dès qu'ils trouvent une autre solution de boulot, ils partent voir ailleurs. C'est encore pire en sous-traitance que quand c'était EDF. Parce que quand c'était EDF, les gens passaient par l'école de formation d'EDF. Les écoles de formation d'EDF ont quasiment toutes été fermées et, résultat, les formations qui sont faites dans les entreprises de sous-traitance, c'est souvent des entreprises qui forment à des tâches très parcellaires, sans forcément avoir une globalité, et donc des gens qui ne sont pas forcément qualifiés pour intervenir à différents niveaux... Ça entraîne une pénurie de gens compétents.

G. Martial y faisait allusion tout à l'heure : on nous le présente aujourd'hui comme une pure question technique, une question technique dont on ne peut pas se passer car c'est la seule façon de produire de l'énergie électrique décarbonée, de transition, etc.— on est les meilleurs au monde, évidemment —, mais on oublie toujours que le choix du nucléaire est un choix de société. C'est un choix du secret, c'est un choix du mensonge qui entoure constamment le nucléaire.

On parlait tout à l'heure de la question de l'indépendance énergétique, par exemple. Eh bien, c'est un mensonge total cette histoire d'indépendance énergétique : il n'y a pas un seul gramme d'uranium qui vienne d'une mine française. Tout l'uranium qu'on importe, on l'importe de pays aussi démocratiques, comme on disait, que le Kazakhstan, etc. On a des relations avec la Russie à un moment où on continue de dire qu'il faut boycotter la Russie.

Il y a tout un tas de choses qui ne sont pas dites, ou qui sont dites simplement sous forme de mensonges explicites, comme par exemple le fait qu'on ne pourrait pas arrêter parce qu'il n'y a pas d'alternative — c'est un peu du Thatcher appliqué au nucléaire. Ça, c'est encore un mensonge, parce que, d'un point de vue technique, par exemple, il y a toute une série d'interconnexions qui existent aujourd'hui au niveau européen qui font qu'on pourrait tranquillement se passer du nucléaire français. Et on s'en sortirait beaucoup mieux que les Japonais, qui n'avaient pas d'interconnexions et donc de possibilités d'importer de l'énergie par les Etats avoisinants, chose que nous, on pourrait faire *avant* la catastrophe. Or ça, c'est un aspect des choses qui n'est jamais abordé : on nous le présente comme une impossibilité au lieu de le présenter comme un problème concret à résoudre.

M. Euh... oui, pour reparler de la Russie avec la guerre en Ukraine, les embargos, il y a embargo sur le pétrole, il y a embargo sur le gaz, mais sur le nucléaire, on n'y touche pas, on n'en parle pas. Il y a deux raisons essentielles à cela, c'est qu'il y a des accords avec la France, en particulier pour la fourniture de combustible. L'usine de Romans-sur-Isère n'est pas capable d'alimenter tous les réacteurs français en combustible neuf et on est obligé d'importer du combustible russe. On a besoin du combustible russe. Même chose du côté américain : il y a à peu près 30 % des centrales américaines qui sont alimentées par du combustible russe, et donc, s'il y avait embargo, ça ne toucherait pas que la France, ça toucherait aussi les Etats-Unis. C'est peut-être d'ailleurs pour ça qu'il n'y a pas d'embargo sur le nucléaire, parce que l'embargo sur le pétrole et sur le gaz n'impacte pas les Etats-Unis, ça leur rapporte même puisque ça fait augmenter les tarifs et qu'ils peuvent vendre du gaz de schiste et du pétrole de schiste à bon prix., voilà. Alors, en ce qui concerne la possibilité... le deuxième point que tu as abordé, Gianni, les échanges avec les interconnexions sont quand même limités en puissance, c'est entre 2 et 4 gigawatts par pays, et bon, si on arrêta la totalité du nucléaire, je ne pense pas qu'on arriverait à couvrir tous les besoins électriques immédiatement. Par contre, ce qu'on peut faire, c'est développer très largement les énergies renouvelables, que ce soit le solaire ou l'éolien, la géothermie... et alors on pourrait atteindre cette possibilité extrêmement rapidement. Je crois que si on n'avait pas pris de retard... parce que depuis vingt ans on a pris énormément de retard dans le développement des énergies renouvelables... c'est pour ça qu'aujourd'hui, on est dans une impasse.

Et l'impasse est d'autant plus grave qu'on a des réacteurs qui sont à l'arrêt pour différentes raisons, en particulier des problèmes de corrosion sous contrainte, et je crois qu'actuellement il n'y a que 30 réacteurs sur 56 qui sont en état de fonctionnement, donc on risque... Quand on accusait les écologistes de vouloir revenir à la bougie, actuellement, c'est le nucléaire qui va nous faire revenir à la bougie, peut-être cet hiver... Voilà. Donc c'est une bonne raison de sortir rapidement du nucléaire, et de ne surtout pas relancer de nouveaux réacteurs. C'est fondamental de se battre et d'arriver à reconstruire un mouvement antinucléaire qui soit capable de lutter contre cette relance, et un des arguments qu'on a et qu'on n'avait pas il y a quelques années, c'est le fait que les énergies renouvelables sont quasiment deux fois moins coûteuses à mettre en œuvre que le nucléaire. Le mégawattheure produit par l'éolien, le solaire, etc. est deux fois moins cher que le mégawattheure produit par le nucléaire de nouvelle génération. Donc c'est absurde aujourd'hui quand un ministre de l'économie défend le nucléaire, on peut se demander s'il ne cherche pas à acculer à la faillite EDF et à créer une dette impressionnante pour l'Etat français ; je ne sais pas à quoi il joue...

S. Juste un tout petit point sur l'interconnexion : elle ne permettrait peut-être pas d'assurer toute l'électricité qu'on dépense actuellement, mais tu as parlé de « besoins », elle permettrait peut-être de s'apercevoir qu'on a un peu moins de besoins que dit. Parce qu'il y a tout un tas de discours gouvernementaux sur la sobriété mais, je m'excuse, je n'ai pas vu qu'on arrête les publicités lumineuses ; il paraît que c'est un truc extraordinaire d'arrêter les enseignes lumineuses après 23 heures, on pourrait peut-être faire ça après la fermeture des magasins. Enfin, peut-être qu'on pourrait consommer moins d'électricité, c'est ce qu'a fait le Japon après Fukushima... Et il vaut mieux le faire avant qu'après.

M. Parmi les mesures à prendre, la sobriété – et non pas à la démagie, comme l'annonce le gouvernement en disant qu'il faut se mettre un col roulé, mais une vraie sobriété, construite, organisée – c'est sûr que c'est la première chose à faire. Mais néanmoins, les potentialités de puissance d'interconnexion sont inférieures à 20 gigawatts, et si on n'a pas le nucléaire – en plein hiver, c'est pratiquement 50 gigawatts – on ne peut pas remplacer 50 par 20. Et il faudrait en plus que tous les pays aient la disponibilité pour nous envoyer de l'électricité, ce qui n'est pas le cas... Ça peut être le cas de l'Espagne, ça peut être le cas de l'Allemagne, mais ce ne sera pas le cas ni de l'Italie ni de la Belgique... Peut-être aussi la Grande-Bretagne, mais encore que les lignes avec la Grande-Bretagne sont vite saturées.

N. Je trouve que chez les antinucléaires, très souvent, on a tendance à dire : « La solution, c'est les renouvelables ». Le problème, c'est que ça fait combien de temps qu'on dit que la solution, c'est les renouvelables ? Ça fait...

S. ... un demi-siècle.

N. Bon, les choses se précisent, aujourd'hui, c'est d'accord, les renouvelables sont beaucoup moins chères, etc. N'empêche, elles posent d'autres types de problèmes. Mais la question, c'est que, à tabler toujours sur les renouvelables, le résultat concret c'est que l'échéance de l'arrêt du nucléaire est toujours repoussée. Parce que concrètement, ici en France, on développe les renouvelables – c'est un fait, certainement pas suffisamment, mais on les développe, EDF les développe, même – mais ça ne fait que s'ajouter à la production nucléaire. Jusqu'à maintenant ça ne s'est pas substitué.

Je pense que dans le Collectif contre l'ordre atomique, notre optique est quand même de renverser un peu le problème et de dire : il faut arrêter, et à partir du moment où on arrête, toutes les solutions sont bonnes à prendre. Evidemment, la première, c'est la sobriété énergétique tous azimuts, comme ont dû faire les Japonais après Fukushima. Ensuite, on a parlé d'interconnexions, des réseaux, donc du fait de faire appel à l'électricité importée. Et si nécessaire, il y a aussi la solution de recourir au gaz ! Construire des centrales au gaz, c'est très rapide ; les centrales récentes sont beaucoup moins émettrices de gaz à effet de serre que les anciennes centrales et... ben, c'est une solution de dépannage. Et là-dessus, le problème, c'est qu'il y a un énorme tabou dans le mouvement pour le climat pour qui « gaz = effet de serre », gaz fossile = gaz à effet de serre. Et, pour toutes les raisons qu'on a dites un peu au départ, cette focalisation sur les

gaz à effet de serre nous fait passer à côté de toute une autre dimension du problème du réchauffement climatique, qu'il faudrait quand même prendre....

S. ... et puis saisir la mesure d'une catastrophe nucléaire...

N. ... en plus !

S. ... qui aurait un impact sur le climat, forcément, mais ce ne serait pas le pire des impacts auxquels on penserait. C'est-à-dire que, oui, il faut lutter contre le réchauffement climatique, oui, il faut décarboner, mais pas au prix d'une catastrophe nucléaire. Ça c'est pas possible.

A. A Bure – c'est là où doivent être enfouis les déchets nucléaires, Bure c'est moins de cent habitants, dans la Meuse – l'été dernier, on a appris que ce projet était reconnu d'utilité publique, ce qui est quand même assez incroyable. J'aimerais savoir peut-être, à Sortir du nucléaire, vous, est-ce que vous avez des informations là-dessus et sur la situation à Bure ?

M. C'est la politique du fait accompli : alors que le décret de création de CIGEO – de l'enfouissement des déchets à 500 mètres sous terre – n'est pas pris, on va permettre l'expropriation des terres qui seraient nécessaires. On va permettre la construction des infrastructures routières et ferroviaires pour ce site, alors qu'on n'a aucune certitude que ce site puisse réellement voir le jour puisque le décret d'autorisation n'est pas pris, que l'autorité environnementale a posé énormément de questions sur les risques, sur la faisabilité et les atteintes à l'environnement, sans que les porteurs de CIGEO soient capables de répondre. Donc là, c'est encore : on avance à marche forcée, on prive toutes les autorités locales, qu'elles soient municipales ou départementales, de capacité de jugement puisque cet arrêté de déclaration d'utilité publique fait que c'est l'Etat qui a la main sur tout ce qui est infrastructures, permis de construire, etc. La population locale est privée de tout pouvoir et tout moyen d'action.

A. Eh bien, nous allons terminer là et faire une pause avant d'aborder le nucléaire en Italie.

A. Vous écoutez toujours l'émission « L'actualité des luttes » sur Fréquence Paris Plurielle 106.3 FM et vous venez d'entendre le thème d'introduction d'un film de 1979 intitulé « Le syndrome chinois » relatant la gestion d'un accident nucléaire dans un réacteur du fait d'erreurs humaines, d'intérêts privés et de malversations. La sortie en salles du film précède de douze jours l'accident nucléaire de Three Mile Island.

Nous allons aborder avec Gianni cette deuxième partie de l'émission, sur l'arrêt du nucléaire en Italie. Alors, Gianni, comment ça s'est passé ? Déjà, pourquoi est-ce que l'Italie s'est équipée du nucléaire ? Et quand ?

G. Déjà, il faut savoir que l'Italie avait du nucléaire, et que, dans les années 60, elle était le deuxième pays en Occident à produire de l'énergie électrique avec du nucléaire. Bon, je passe les détails sur les 4 centrales qui étaient en fonctionnement à l'époque, mais il y a eu, à un moment donné, une conjonction, un peu particulière je dirais, entre une minorité critique d'associations, quelques scientifiques, quelques médecins – parce qu'il faut dire que les milieux écologistes italiens étaient fortement influencés par la dimension sociale des problèmes ; il y avait eu des interventions pour la défense de la santé dans bon nombre d'industries chimiques, et cet aspect des choses était, je dirais, dominant dans les milieux scientifiques critiques. En revanche, il y avait la grande majorité des physiciens de gauche de l'époque, qui étaient proches du PC, et qui étaient favorables au nucléaire civil. Pas au nucléaire militaire, parce que...

S. ... leur carrière était en jeu.

G. Oui, la paix était en jeu, et la relation avec le pays du socialisme, l'Union soviétique, était en jeu.

A. *D'ailleurs, tu as dit PC, donc PC, c'est le parti communiste...*

G. Le parti communiste italien, oui. C'était le plus grand parti communiste d'Occident. Bon, il n'était pas le seul. Mais ils étaient tous assez attirés par ce discours du progrès technique qui ouvrait un avenir radieux pour l'humanité.

A côté de ça, il y a eu une lutte locale, à Montalto di Castro, contre la construction d'une centrale nucléaire qui aurait dû être la première du programme qui avait été mis au point au début des années 70 par le ministre de l'industrie de l'époque, qui prévoyait la construction de 20 nouveaux réacteurs, et une perspective de 60 nouveaux réacteurs. Mais il y a eu un hic à un moment donné : il y a eu une forte résistance locale à Montalto, dans le nord du Latium. Juste après que cette résistance locale se soit mise en place, il y a eu aussi un mouvement social assez large, le mouvement de 77, comme on l'a appelé, qui a touché les universités, le monde de l'école, l'ensemble du monde du travail précaire, essentiellement, plus une partie de la fonction publique et quelques parties de l'appareil productif, et il y a une bonne partie des milieux qui se battaient à Rome, notamment, qui se sont déportés sur Montalto di Castro et qui ont fusionné dans cette lutte.

Ce qui a donné une caisse de résonance nationale avec la constitution de comités locaux dans tous les lieux où on devait construire des centrales nucléaires, ou des entrepôts, ou des centres de retraitement, etc. et aussi des affrontements avec les forces de l'ordre. Ça aussi, ça a donné pas mal de visibilité à une lutte qui était destinée dans le cas contraire à rester enfermée sur elle-même, dans cette dimension, et classée comme « nimby », pas dans mon jardin, etc. Tandis que l'implication du mouvement de 77 avec tout un tas de figures sociales extrêmement larges – il y avait des étudiants, des pêcheurs de la lagune de Montalto, des gens qui travaillaient chez Enel, l'équivalent d'EDF en Italie, des physiciens, qui s'étaient laissé convaincre par la population locale, il y avait tout un tas de gens... le mouvement féministe, il y avait vraiment plein, plein de monde qui s'était greffé sur cette lutte et ça avait donné des manifestations de plus en plus importantes.

Et, en toile de fond, il y avait eu trois événements, disons dans la décennie à cheval de 77 : il y avait eu Three Mile Island en 79, l'accident qui s'était produit aux Etats-Unis, et quelques jours avant, il y avait eu ce film sur « le syndrome chinois » qui était sorti en salles en Italie et qui avait provoqué une énorme impression sur ce qui pouvait se produire en cas d'accident nucléaire. A partir de ce moment-là, la question du nucléaire commence à devenir un débat beaucoup plus large que le problème de quelques décideurs, de quelques physiciens dans leur coin, de quelques experts. On arrive à 86, c'est-à-dire à Tchernobyl, il y a la conjonction entre deux facteurs : d'un côté l'impression provoquée par l'accident de Tchernobyl, le fait que, de toute façon, tous les médias se mettent enfin à parler des problèmes que le nucléaire pouvait produire, et le fait que quelques mois avant il y avait eu une initiative référendaire d'abrogation des lois qui permettaient la construction des centrales nucléaires - elles portaient essentiellement sur le financement des collectivités locales pour favoriser l'implantation des centrales...

A. *Martial a une remarque à faire...*

M. Oui, je crois que, comme avec l'Allemagne, si le mouvement antinucléaire a été plus fort que ce qu'on a pu connaître en France, c'est qu'il est parti surtout de l'antinucléaire militaire, puisqu'il y avait la volonté américaine d'installer des fusées Pershing aussi bien en Allemagne qu'en Italie. Et que ça avait créé une dynamique contre le nucléaire militaire qui s'est poursuivie contre le nucléaire civil. Voilà, je pense que c'est un élément à prendre en compte, pour comprendre ce qui a pu se passer en Europe.

G. Moi je dirais : en partie. En partie c'est vrai, parce qu'il y avait une tradition de lutte contre le nucléaire militaire. Mais sur la question du nucléaire civil, je crois qu'il y a eu effectivement un écart, un décalage par rapport à la bataille contre le nucléaire militaire, qui était traditionnelle dans les années 50 et 60. Le

parti communiste, qui était dominant à gauche, était fortement favorable au nucléaire civil. Dans la gauche officielle, il y avait une espèce de séparation entre les deux.

Et quelque part, c'est l'après-68 qui commence à produire une prise de conscience là-dessus. La véritable prise de conscience se fait avec Three Mile Island, et ensuite avec Tchernobyl. En 86, il y a une coïncidence entre Tchernobyl et le référendum abrogatif de ces lois, et il y a quelque 65 % des électeurs qui vont aux urnes et qui se prononcent contre la continuation du nucléaire – du nucléaire civil.

Or qu'est-ce qui se passe ? Evidemment, le lobby nucléaire se prend une très forte claque, mais il continue à jouer en sous-main et, dans les années 2000, en 2008 notamment, il y a sous le gouvernement Berlusconi une tentative de retour au nucléaire, de rouvrir des centrales, avec la couverture technique d'Areva, suite aux pressions de Sarkozy : il y a deux lois sous ce gouvernement qui remettent la question de la construction de nouvelles centrales sur le tapis. Et là aussi, manque de pot, il y a l'accident de Fukushima qui se produit un peu avant un nouveau référendum qui...

A. *C'était en mars 2011, hein ?*

G. On est en 2011, mars 2011, et le référendum a lieu en juin 2011. Donc, sous l'impression de Fukushima, et le fait que tous les médias en parlent aussi, il y a un vrai débat dans la société italienne, et donc là aussi, 95 % de ceux qui sont allés voter, qui étaient un peu moins nombreux que la première fois, mais à 95 %, ils ont dit : non, il n'est pas question de revenir au nucléaire.

A. *Justement tu as parlé des médias : quel a été le rôle des médias et leur importance ? Et par rapport aussi à la circulation de l'information, donc on peut parler des brochures et des rôles des collectifs locaux.*

G. Il y a eu une poussée très, très, très importante de collectifs locaux, ça oui, tandis que dans les années 60 et dans les toutes premières années 70, bon, il y avait des collectifs locaux, mais ça restait relativement isolé. Les accidents ont joué un rôle de multiplicateur du débat, de l'information, et il faut dire aussi qu'à l'époque, au début des années 70, il y avait plusieurs quotidiens à l'extrême gauche, à gauche du parti communiste : il y avait le quotidien *Lotta continua*, le *Quotidiano dei Lavoratori* (*Quotidien des Travailleurs*), le *Manifesto*, et il y avait quelques magazines, des hebdomadaires à grand tirage, *L'Espresso* et *Panorama*, qui se faisaient l'écho des débats de l'extrême gauche. Parce qu'il ne faut pas oublier qu'il y avait des mouvements sociaux d'une très grande ampleur à cette époque-là, et aussi le contexte des groupes armés, avec la criminalisation de toute forme d'initiative contestataire un tant soit peu non institutionnelle, qui devenait extrêmement difficile. Mais ils n'ont pas réussi à bloquer les débats qu'il y avait sur la question du nucléaire. Ça je crois qu'il faut en tenir compte.

A. *Ce qui semble aussi assez intéressant, c'est qu'en Italie, il n'y a pas cette même culture du nucléaire qu'en France, puisque le nucléaire en France, c'est quasiment une institution, un Etat dans l'Etat. Il semblerait qu'en Italie ce ne soit pas tout à fait la même chose. C'est peut-être aussi dû à l'industrialisation un peu plus forte en Italie qu'en France, où on est plus devenu des choses de service... c'est des situations tertiaires, plutôt, en France.*

G. Bon, il y a plusieurs choses. Il y a déjà un Etat qui est moins puissant que l'Etat français. Structuellement, l'Etat italien est un Etat beaucoup plus récent, il est quelque part le produit de la conquête d'autres morceaux de l'Italie par l'Etat du royaume de Sardaigne. Le royaume d'Italie se construit à partir de 1860. Et c'est un assemblage d'Etats qui étaient indépendants, et dont il reste des formes d'indépendance dans la structure des régions aujourd'hui. Les gouverneurs des régions sont parfois des potentats locaux, qui ont un peu plus de pouvoir que les régions françaises, sans doute, mais aussi qui sont plus proches des citoyens et donc plus exposés à la rage et aux révoltes locales. Je pense par exemple aux tentatives... bon, j'ai cité Montalto di Castro tout à l'heure, mais je pense par exemple à la tentative d'implanter un centre d'enfouissement de déchets à Scanzano, dans le sud de l'Italie, en Basilicate, où il y a eu une véritable révolte de la petite ville. Et le maire de la ville, qui était de Forza Italia – donc, au

niveau national, son parti était tout à fait pour le nucléaire et pour la construction de ce centre d'enfouissement –, il a dû quelque part se rallier à la révolte de ses administrés, s'il ne voulait pas sauter et se faire lyncher, tout simplement.

Sur le fait qu'il y avait un mouvement antinucléaire plus puissant qu'en France, ça honnêtement, je ne sais pas. Moi, à l'époque, je vivais en Italie, j'étais très impliqué dans des mouvements sociaux, je regardais les problèmes du nucléaire comme quelque chose de relativement lointain, tout en étant d'opinion antinucléaire comme beaucoup de gens d'extrême gauche à l'époque, mais ça n'avait pas forcément des implications généralisées. Il y avait effectivement des caractéristiques spécifiques à l'Italie, à l'Allemagne, à la France, etc., mais le mouvement français donnait l'impression en Italie d'être aussi extrêmement puissant.

N. Je pense que tu oublies une dimension, quand on fait la comparaison avec l'importance du nucléaire en France : en France, le choix du nucléaire, c'est d'abord un choix militaire, c'est celui qui a été fait après la guerre par De Gaulle pour construire la bombe. Donc le nucléaire civil est venu s'ajouter à un processus et, quelque part, a servi à rentabiliser les investissements du nucléaire militaire. C'est ainsi que s'est construit cette espèce de grand complexe industriel autour du nucléaire, alors qu'il n'y a pas eu d'équivalent en Italie, parce qu'il n'y a pas eu d'Etat qui a décidé de construire la bombe et de s'en donner les moyens industriels.

S. Moi, je poursuivrais dans la politique de puissance. Ce n'est pas seulement la bombe et l'origine militaire. Il y a eu le rôle de la commission PEON, en France, qui a existé dès les années 60 - c'est la commission qui a mis en place le programme nucléaire, et qui n'était évidemment pas composée de représentants de la population, il ne faudrait rien exagérer dans la vie, mais de représentants des grands groupes industriels. Il y a cette tradition française de l'État, qui remonte à Napoléon III, de l'État qui structure l'industrie. Et donc un investissement important, et de l'Etat français et des principaux groupes industriels français de l'époque, qui n'étaient pas les mêmes qu'aujourd'hui, autour du nucléaire, qui a joué un rôle central dans la relance de la puissance économique de la France, avec les grands plans, d'électrification, du téléphone et tout ce qu'on veut.

Je rajoute quand même une chose où on voit la faiblesse de l'Etat italien, c'est que eux, ils ont plus facilement des référendums que nous. Ça c'est une première chose, mais, deuxième chose, apparemment, quand ils votent non, c'est non. Je vous rappelle que nous, la dernière fois qu'on a voté non à un référendum, c'était oui. En France, visiblement, aucun référendum ne contraint l'État.

A. On précise que c'est le référendum de 2005 par rapport à la question des traités européens.

St. Je voulais te poser une question par rapport à la structure du marché de l'énergie en Italie. C'était quoi ?

G. A l'époque, c'était Enel... c'était l'équivalent d'EDF. Il y avait eu une nationalisation des industries électriques en 1962 avec le regroupement de toutes les entreprises qui produisaient de l'électricité dans un grand groupe national – qui a été privatisé après le référendum, justement sous un gouvernement de centre gauche.

A. En quelle année ?

G. Si je me souviens bien, c'est en 92. Donc après le référendum. Parce que le référendum a empêché Enel de continuer sa politique nucléaire. A l'intérieur en Italie et à l'extérieur : en France il y avait des partenariats avec EDF entre autres, pour Superphénix en particulier. Avec la privatisation, Enel a pu se recycler et prendre des participations... Il faut dire qu'une bonne partie du groupe de contrôle d'Enel reste entre les mains de l'Etat italien, mais il y a aussi un certain nombre d'investisseurs dits institutionnels, avec la possibilité pour Enel de participer à des installations nucléaires, notamment à Flamanville, en Espagne, en Slovaquie et en Amérique du Sud.

S. *Et aujourd'hui, qu'est-ce qu'il en est, en Italie ?*

G. Bah, il y a eu une tentative de retour en force du lobby, il y a eu par exemple un ministre de la transition écologique dans l'ancien gouvernement de M. Draghi, le dénommé Roberto Cingolani, qui aurait bien aimé remettre la question du nucléaire sur le tapis. Mais face à la levée de boucliers provoquée par ses déclarations, il a dit : bon, sur le nucléaire, nous avons fait deux référendums, nous nous sommes prononcés, et c'est la seule chose qui compte. Il ne faut donc pas craindre que soit mise sur le tapis la question des SMR, c'est-à-dire des petits réacteurs que M. Macron aimerait installer en France.

A. *Je rajoute ici un complément d'information : en 1999, la Società gestione impianti nucleari récupère la propriété des anciennes centrales et se trouve chargée de leur démantèlement, l'idée étant d'acquérir de nouvelles compétences dans ce marché prometteur. Les travaux – lit-on toujours dans le texte « Comment l'Italie a renoncé au nucléaire » – auraient dû prendre fin en 2025 pour un coût total de 3,7 milliards. L'échéance, cependant, a été repoussée à 2036, et le coût est passé à 7,9 milliards. En 2020, ce sont 30 % des travaux prévus qui étaient effectués et 4 milliards qui ont été dépensés. Le démantèlement des cœurs restait à faire et les déchets étaient toujours sur place. Ainsi, si la mobilisation contre le nucléaire italien n'est plus du fait de l'arrêt du nucléaire, la lutte contre les projets d'enfouissement reste d'actualité. En témoigne la révolte évoquée plus tôt à Scanzano Jonico, en 2003.*

G. Ce qui est intéressant dans l'expérience italienne, c'est qu'elle montre bien que le développement des renouvelables ne peut se produire qu'à partir de l'arrêt du nucléaire. Parce que tant que le nucléaire est là, tout l'argent disponible est drainé par le nucléaire. En France, pour les renouvelables, il n'y a que de l'argent de poche, qui sert plus ou moins à verdir les investissements sérieux.

Moi je dirais que l'Italie n'a pas atteint son indépendance énergétique – effectivement elle importe beaucoup de gaz encore aujourd'hui – mais il y a quand même des choses intéressantes à voir... Parce que l'empreinte écologique de l'Italie et de la France sont tout à fait comparables, elles sont à peu près du même niveau. Or, dans un cas, on a un pays dont 75 % de l'énergie électrique provient du nucléaire, qu'on nous prétend décarbonée, etc., et dans l'autre, un pays qui a quasiment éliminé le nucléaire comme source d'électricité. Et ça, à mon avis, ça nous montre bien que l'empreinte écologique n'est pas un problème de production d'électricité mais de civilisation. Une bonne partie des gaz à effet de serre est émise par l'agriculture, par l'industrie, par le résidentiel...

N. ... par les transports...

G. ... par les transports, autrement dit par des secteurs qui ne sont pas directement liés à la production d'électricité. Et l'autre chose dont on ne parle jamais, c'est la faible efficacité énergétique de l'atome : 70 % de l'énergie produite par les centrales nucléaires part en chaleur dans l'air, dans les fleuves, dans la mer. Tandis que l'efficacité énergétique par exemple du gaz est exactement inverse : 70 % de l'énergie produite se transforme en électricité, la déperdition n'est que de 30 %. C'est un aspect des choses que les techniciens qui nous parlent de l'indispensable choix du nucléaire n'évoquent pas trop, mais il faudrait effectivement en tenir compte. S'il y a des personnes intéressées pour se procurer le texte sur l'Italie, elles peuvent le consulter sur internet sur le site du collectif Arrêt du nucléaire : collectif-adn.fr
Le titre de l'article est : « Comment l'Italie a renoncé au nucléaire ».

A. *Est-ce que vous avez quelque chose à ajouter pour conclure cette émission ?*

N. Eh bien, il faudrait arrêter le nucléaire, non ? Il faut l'arrêter, et sans tarder !